

LE



CALAME

JOURNAL INDÉPENDANT FONDÉ PAR HABIB OULD MAHFOUDH - ÉDITION FRANÇAISE - ONZIÈME ANNÉE - NUMÉRO 401 DU 16 JUILLET 2003 - 200 UM - 500 FCFA

L'ère Maaouya III

Suite de une

La tentative de coup d'état du 8 juin dernier a bouleversé les plans du pouvoir. Le président Ould Taya s'est vu dans l'obligation de procéder à une recomposition de son appareil.

Plusieurs pontes du régime, notamment le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et le secrétaire général du PRDS ont fait les frais de ce réaménagement.

A moins de quatre mois de l'élection présidentielle, le système cherche un nouveau souffle.

Plus d'un mois après, le coup d'état manqué continue de peser lourd sur la vie du pays. Affaibli et embarrassé, le pouvoir multiplie les gestes et initiatives pour faire oublier cette mésaventure. Jeudi dernier (10 juillet), sept personnes civiles, interpellées dans le cadre de l'enquête sur cette tentative de putsch et gardées à vue pendant plus de deux semaines dans les locaux de l'école nationale de police à Nouakchott, ont été élargies. Leur libération dissipe la thèse de l'existence d'une aile civile du putsch. Deux jours après ce geste d'apaisement bien accueilli dans l'opinion, le président Ould Taya s'est rendu dans la cité minière du Nord: Zouérate. L'objet déclaré de sa visite était la pose de la première pierre de l'aéroport de la ville et l'inauguration de l'exploitation du gisement de fer TO14. Dans son discours adressé à la nation, il n'a été presque question que de la tentative de coup d'état.

Devant une foule nombreuse venue l'accueillir, Ould Taya, qui affichait un nouveau look (costume gris au lieu du bleu qu'il avait l'habitude de porter, lunettes de soleil, sans gilet pare-balles, décontracté, plus ou moins éloquent, n'hésitant pas à ouvrir sa veste...), a évoqué pour la première fois les détails de cette opération qui a failli emporter son régime. Il s'est dit surpris par la tentative de renversement "d'un système qui a tout donné au pays: alphabétisation, construction d'un

réseau routier, électrification des grandes villes, adductions d'eau, effacement d'une grande partie de la dette, lancement de projets gigantesques...". Par ailleurs, il a lié entre cette tentative et le discours de "violence et de haine" développé par "certaines personnes" à travers des Fatwas ou des sermons qui appellent à combattre le régime. Plus qu'une allusion, en fait, à l'action des islamistes pourchassés et emprisonnés par le pouvoir depuis plus de deux mois. Le lien, pas très évident, que le régime veut établir entre le putsch et les islamistes, proviendrait du fait que le commandant Mohamed Ould Cheikhna, un des principaux dirigeants de la tentative, avait des tendances islamistes. L'enquête militaire serait en effet parvenue à la conclusion que la Fatwa prononcée par Ould Dedow en 2002 sur l'interdiction pour les états musulmans d'entretenir des relations avec les juifs qui occupent la Palestine, était le seul motif qui avait poussé cet officier assidu et sans problèmes à s'engager dans l'affaire du coup d'état. Pour étayer cela, ils avancent le fait que Ould Cheikhna ne s'est attaqué qu'à la présidence qui est coupable à ses yeux d'apostasie.

En l'absence de complicité directe avec la tentative, le pouvoir cherche à établir un lien entre ce putsch et le discours islamiste. Cela lui permet au moins de désigner un coupable, un ennemi à abattre, ne serait-ce que pour servir de repère à une future action politique dont les contours ne sont apparemment pas encore très clairs pour lui.

Reconstituer le puzzle

Quel que soit le visage qu'affiche Ould Taya aujourd'hui, son régime a été incontestablement affaibli par la tentative de coup d'état du 8 juin. Il est confronté à deux défis majeurs: rebâtir son système et réussir son élection le 7 novembre prochain.

Face à cela, il a déjà engagé la recomposition de son appareil militaire et politique. Sur le plan militaire, il a changé tous les commandements de l'armée à tel point que tous

ses anciens amis du défunt CMSN, qui ont continué à gouverner avec lui, sont partis. Les nouveaux militaires promus à leurs places n'ont pas d'affinité particulière avec le président. Le seul compagnon d'armes qui n'a pas été emporté par la vague des changements est le colonel Ely Ould Mohamed Fall, directeur de la Sûreté nationale.

Sur le plan politique, il a renvoyé trois principaux piliers de son système et ses plus proches collaborateurs (Premier ministre, secrétaire général du PRDS, directeur du cabinet). Il aurait été surpris de leur réaction pendant les deux jours du putsch. Tous ces changements interviennent à la veille d'une élection majeure. La question qui demeure posée est de savoir si le président réussira son pari et sur qui il va s'appuyer dorénavant.

Il est difficile pour le moment de répondre à ces interrogations, toutefois, il semble que le président est en train d'amorcer une nouvelle alliance avec la couche des haratines, seul ensemble qui est encore "vierge" et qui ne l'a pas trahi comme les négro-africains dans les années 80 et les maures cette année (2003). La promulgation de lois anti esclavagistes et la nomination d'un premier ministre issu de cette frange de la société plaide en faveur de cette hypothèse. Cette alliance lui suffira-t-elle, à elle seule, pour rétablir son autorité et son pouvoir? On ne sait pas. Toujours est-il qu'il ne faut pas confondre longévité et réussite. Le président Ould Taya, qui s'est trouvé obligé de démocratiser son régime en 92, n'a presque rien changé dans sa pratique de l'exercice du pouvoir. Il avait à l'époque entrepris la voie de la démocratie pour préserver son système. Si tel est son objectif aujourd'hui dans ce qu'on peut déjà appeler l'ère Maaouya III, ce sera pour nous un retour à la case départ qui n'apporte aucun changement significatif dans la manière de gouverner, marquée jusque-là par le népotisme et le clientélisme.